

SECTION DES BOURSES

Informations générales concernant les subsides de formation



Seules les bases légales font foi

Les termes utilisés dans le présent document pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

État au 1^{er} août 2020

Sommaire

BOURSES, PRÊTS D'ÉTUDES ET CONTRIBUTIONS CANTONALES AUX FRAIS DE FORMATION.....	3
CONDITIONS POUR BÉNÉFICIER D'UN SUBSIDE	5
FORMATIONS RECONNUES	7
STAGES LINGUISTIQUES	9
RECONVERSION PROFESSIONNELLE ET DEUXIÈME FORMATION.....	10
PRINCIPE DE CALCUL D'UNE BOURSE.....	11
COMMENT DÉPOSER UNE DEMANDE ?	13
AUTRES FONDS ET CONTRIBUTIONS DE FORMATION	15
CONTACT	16

Bourses, prêts d'études et contributions cantonales aux frais de formation

La législation en matière de subsides de formation a pour but de promouvoir l'égalité des chances, de faciliter l'accès à la formation et de garantir des conditions de vie minimales durant la formation.

La Section des bourses et prêts d'études (SBP), rattachée au Service de la formation postobligatoire (SFP), est l'autorité compétente en matière d'octroi de subsides de formation. Elle attribue des bourses, des prêts de formation et des contributions cantonales aux frais de formation.

Le financement de la formation incombe en premier lieu à la personne en formation et à ses parents. Les aides à la formation sont octroyées à titre subsidiaire.

BOURSE

La bourse est un subside versé par l'État à la personne en formation en complément à son propre financement et à celui de ses parents. Elle couvre uniquement un éventuel découvert. Il s'agit en principe d'un subside non remboursable. **Toutefois, en cas d'interruption de la formation sans juste motif, les montants versés doivent être remboursés en intégralité.** Sont considérés comme des justes motifs : la maladie, l'accident, la non-promotion ou l'échec à un examen ou une session d'examens.

PRÊT DE FORMATION

Le prêt de formation remboursable est un subside que le bénéficiaire doit rembourser une fois la formation terminée. Il est accordé:

- en **complément** à une bourse ;
- dans les **cas limites** ne donnant pas droit à une bourse ;
- pour les **formations tertiaires de troisième cycle** (doctorat, stage d'avocat, stage de notaire, MAS, DAS).

CONTRIBUTION CANTONALE AUX FRAIS DE FORMATION

La contribution cantonale aux frais de formation est une aide destinée à participer à la prise en charge de certaines formations lorsque le financement (frais généraux, infrastructures, etc.) n'est pas pris en charge par le canton par le biais d'une convention intercantonale. Elle se monte à 75 % des frais facturés directement à la personne en formation par l'établissement de formation, jusqu'à concurrence de 10'000 francs par année de formation (45 % pour la passerelle DUBS à Moutier).

Les conditions liées à la personne, au domicile, à la reconnaissance et à la durée de la formation sont les mêmes que celles applicables pour les bourses et prêts. **La différence réside dans le fait que la contribution cantonale aux frais de formation est due sans aucune condition de revenu.**

La contribution cantonale peut-être cumulée avec une bourse. Dans ce cas, il est obligatoire de déposer deux demandes distinctes.

Elle concerne principalement les formations à l'étranger, les stages linguistiques, certaines formations préparatoires et la passerelle DUBS à l'Ecole Prévôtise de Moutier.

Elle est en revanche exclue pour les formations du secondaire II, les écoles supérieures jurassiennes, les universités et EPF suisses, la HES-SO et la HEP-BEJUNE, car le financement est pris en charge directement par le canton. Elle n'est pas attribuée non plus pour les brevets et les diplômes fédéraux.

DURÉE DU SUBSIDE

L'aide financière est octroyée pour une année et payée en deux tranches (une par semestre).

Pour pouvoir bénéficier des subsides durant toute la durée réglementaire de la formation, il convient de déposer une demande pour chaque année de formation.

La durée maximale de subventionnement est fixée à **11 ans** (ou 22 semestres) de formation après la scolarité obligatoire, que celles-ci aient ou non fait l'objet d'une demande de subside.

Conditions pour bénéficier d'un subside

Pour obtenir un subside de formation, il convient de réunir à la fois des conditions de nationalité et de domicile. Par ailleurs, la législation prévoit une limite d'âge à 35 ans.

CONDITIONS DE NATIONALITÉ ET DE DOMICILE

Peuvent en principe prétendre à des aides à la formation (sous réserve des conditions matérielles) :

- les **citoyens suisses** et les **ressortissants de l'UE/AELE** ;
- les **titulaires d'un permis C** et les **titulaires d'un permis B depuis plus de 3 ans** ;
- les **réfugiés** attribués au canton du Jura.

Le domicile à prendre en considération est le domicile civil des parents, sauf pour les étudiants majeurs ayant achevé une première formation et ayant acquis une indépendance financière de plus de deux ans (leur propre domicile fait foi).

Pour les jurassiens de l'étranger qui suivent une formation en Suisse (= les personnes originaires du canton du Jura dont les parents vivent à l'étranger), l'entrée en matière n'est possible que s'ils prouvent qu'ils n'ont pas droit à un subside en leur lieu de domicile étranger *par défaut de compétence*.

LIMITE D'ÂGE À 35 ANS

Principe : Aucun subside ne peut être octroyé si la personne en formation à 35 ans ou plus au moment du début des études menées pour obtenir une formation initiale (= première formation + perfectionnement jusqu'au niveau master). Si le cours des études a été interrompu durant plus de 12 mois, l'âge pris en compte est celui du moment de la reprise de la formation, non celui du début des études.

Exemples :

- une personne sans formation qui débute un premier CFC à 38 ans ne peut pas obtenir de subsides ;
- une personne qui débute un bachelor à 34 ans peut obtenir un subside pour le bachelor, mais également pour le master, pour autant qu'elle n'interrompe pas sa formation durant plus de 12 mois consécutifs ;
- une personne qui débute un premier CFC à 34 ans peut obtenir un subside pour son CFC, mais également pour sa maturité professionnelle et pour tout autre perfectionnement qu'elle entreprendra par la suite, pour autant qu'elle n'interrompe pas sa formation durant plus de 12 mois consécutifs ;
- une personne titulaire d'un CFC à 18 ans qui a travaillé ensuite et entreprend un brevet ou une maîtrise à 34 ans peut obtenir un subside ; si elle reprend ses études à 38 ans, elle ne peut pas obtenir de subside.

Exception : L'âge limite pour obtenir un subside est fixé à 40 ans au début de la formation dans les deux cas suivants :

- a) en cas de **reconversion professionnelle**, lorsque la profession exercée n'offre plus de débouchées ou pour des raisons médicales ;
- b) la **personne a été au foyer** avec des enfants, sans indépendance financière, durant au moins 4 ans avant le début de la formation.

Formations reconnues

Toutes les formations ne donnent pas droit à des subsides de formation. Il convient de distinguer les formations en Suisse et les formations à l'étranger. De plus, la durée minimale de la formation doit correspondre à une année à plein temps ou équivalent.

FORMATIONS EN SUISSE

Des subsides sont octroyés aux personnes qui suivent auprès d'un établissement de formation reconnu l'une des formations suivantes :

- les **mesures de transition** dans le Jura (raccordement, Option projet professionnel, Option Orientation professionnelle, préapprentissage);
- les **formations préparatoires obligatoires** (stages pratiques, année propédeutique ou préparatoire, année de connaissances professionnelles) pour accéder aux études du degré secondaire II ou tertiaire, ainsi que les **programmes passerelles** (DUBS, compléments académiques);
- les **formations du degré secondaire II** reconnues par la Confédération (AFP, CFC, certificat de culture générale, maturité professionnelle, maturité gymnasiale et maturités spécialisées) ;
- au degré tertiaire B, les **cours préparatoires pour l'examen professionnel fédéral** (brevets fédéral) et **l'examen professionnel fédéral supérieur** (diplôme fédéral), ainsi que les formations en **écoles supérieures** (diplômes ES) ;
- les formations **bachelor et master** du degré tertiaire A proposées par les hautes écoles accréditées (UNI, EPF, HES).

Tant les formations à plein temps, qu'en dual, en emploi ou à temps partiel donnent droit à des subsides de formation (sous réserve de la durée minimum).

Ne donnent pas droit à un subside : les formations dispensées par les écoles privées (sauf Lycée Saint-Charles), quand bien même celles-ci sont reconnues par des associations professionnelles.

FORMATIONS À L'ÉTRANGER

Un subside peut être octroyé pour une formation à l'étranger si les trois conditions cumulatives suivantes sont réunies :

- la formation se termine par un **diplôme reconnu** au plan suisse par la Confédération ;
- la personne en formation **remplit les conditions d'admission exigées en Suisse pour une formation équivalente** ;
- l'établissement de formation est **officiellement reconnu** par l'Etat étranger.

Par exemple, pour avoir droit à un subside dans une université étrangère pour un bachelor, il faut être admissible à l'université en Suisse pour un bachelor (= être titulaire d'une maturité gymnasiale ou d'une maturité professionnelle ou spécialisée et avoir suivi une passerelle).

Pour les stages linguistiques : voir p. 9.

DURÉE MINIMUM

Hormis les formations préparatoires obligatoires et les programmes passerelles, une formation ne peut donner droit à un subside que si elle correspond **au minimum à une année à plein temps ou équivalent**, soit 1'500 heures de formation (cours et travail personnel compris) ou 60 crédits ECTS.

Stages linguistiques

Les séjours linguistiques effectués en immersion dans la région concernée et en suivant les cours d'un établissement spécialisé en la matière donnent droit à des subsides de formation.

CONDITIONS D'OCTROI

Un stage linguistique est reconnu comme formation aux conditions **cumulatives** suivantes :

- la personne en formation suit les **cours d'un établissement spécialisé** en la matière ;
- durant **trois mois (ou dix semaines) consécutifs** au moins, en résidant dans la région linguistique concernée pendant toute la durée du stage ;
- le nombre de leçons hebdomadaires s'élève au minimum à **20 périodes** de 45 minutes ;
- le stage débute au plus tard dans les **deux ans après l'obtention du premier diplôme** d'une formation reconnue au secondaire II (AFP, CFC, maturité gymnasiale, diplôme ECG).

Le délai de deux ans ne court pas (si elle a lieu consécutivement à la formation de base ou débutant dans les six mois) : a) pendant une période de service militaire ou de service civil ; b) pendant une deuxième formation du secondaire II (CFC après AFP, maturité professionnelle après CFC, etc.).

Le délai de deux ans ne court pas non plus pendant la période du 1^{er} mars 2020 au 30 octobre 2020 en raison de la pandémie mondiale de coronavirus (COVID-19).

Il n'est jamais possible d'obtenir des aides à la formation pour un stage linguistique après l'obtention d'un diplôme ES, d'un bachelor ou d'un master.

SUBSIDES POSSIBLES

Si les conditions sont remplies, le subside est accordé pour une **durée maximale de six mois** et le requérant a droit à :

- une **contribution cantonale** de 500 francs par mois de stage et/ou
- une **bourse maximale** de 1'000 francs par mois de stage.

Il convient de déposer une demande distincte pour chacun de ces subsides.

Reconversion professionnelle et deuxième formation

Une reconversion professionnelle ou une deuxième formation ne donne droit à un subside de formation qu'à certaines conditions strictes.

RECONVERSION PROFESSIONNELLE

Un subside de formation peut être octroyé pour une reconversion professionnelle :

- si celle-ci est **imposée par le marché du travail** : lorsqu'il est avéré que la profession exercée n'offre plus de débouchés y compris moyennant la mise à jour des connaissances ;
- si celle-ci est **imposée par d'autres raisons impérieuses** : notamment lorsque la profession ne peut plus être exercée pour des raisons médicales (avérées par un certificat médical).

DEUXIÈME FORMATION

Une deuxième formation donnant accès à une nouvelle profession ne peut donner droit à un subside de formation qu'aux conditions cumulatives suivantes :

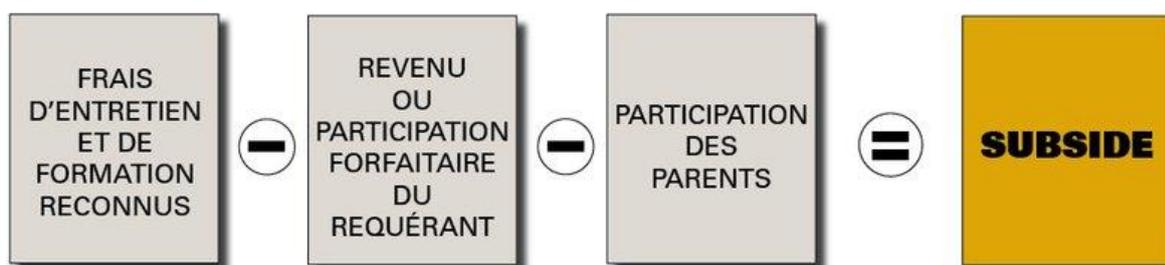
- la **première formation n'est pas de niveau tertiaire A ou B** (aucun subventionnement pour un deuxième bachelor, master, brevet fédéral, diplôme fédéral ou diplôme ES) ;
- la personne est **au chômage depuis six mois au moins** et son indépendance financière ne paraît de ce fait pas assurée ;
- la **nouvelle formation n'est pas menacée** sur le marché du travail.

Une deuxième formation professionnelle initiale (secondaire II) effectuée dans un **domaine connexe** à la première est assimilée à un **perfectionnement** et peut donner droit à un subside de formation sans que les conditions ci-dessus soient réunies. Exemple : CFC de menuisier, puis CFC d'ébéniste.

Avant de s'engager dans une telle formation, les personnes concernées sont invitées à se renseigner auprès de la Section des bourses.

Principe de calcul d'une bourse

Le financement de la formation incombe en premier lieu à la personne en formation et à ses parents ; les subsides de formation sont octroyés à titre subsidiaire. Ils visent uniquement à couvrir un éventuel découvert.



FRAIS D'ENTRETIEN ET DE FORMATION RECONNUS

Sont des frais reconnus :

- les **frais de logement** à l'extérieur du domicile familial pour les formations hors canton du Jura (selon des montants plafonnés) ;
- les **frais de repas** de midi pris à l'extérieur du domicile familial ou la **pension complète** si le logement est à l'extérieur du domicile familial (selon des forfaits) ;
- les **frais de formation**, tels que livres, matériel, photocopies, taxes, outils, visites, excursion (selon des forfaits) ;
- les **frais de transport** jusqu'au lieu de formation (selon le tarif 2^{ème} classe) ;
- un forfait annuel pour **autres frais** de 3'600 francs pour les moins de 20 ans et de 4'800 francs pour les plus de 20 ans (habits, soins médicaux, assurances, argent de poche, activités culturelles et sportives).

REVENU OU PARTICIPATION FORFAITAIRE DU REQUÉRANT

Les **revenus bruts** du requérant durant l'année de formation provenant d'un contrat de stage, d'un contrat d'apprentissage ou d'un contrat de travail, y compris un job de vacances, sont pris en compte à raison de :

- 80 % s'il a moins de 25 ans ;
- 50 % s'il a plus de 25 ans ;
- 80 % s'il est marié ou en concubinage avec un enfant.

Lorsque la personne en formation ne dispose d'aucun revenu, il est tenu compte des montants forfaitaires suivants :

- 1'500 francs si elle a moins de 20 ans ;
- 2'000 francs si elle a plus de 20 ans ;
- 12'000 francs si la formation est dispensée à temps partiel.

PARTICIPATION DES PARENTS

La participation des parents est définie en établissant un budget familial qui tient compte :

- des **revenus nets des parents** (sur la base de la décision de taxation précédant le début de l'année de formation, dite « N-1 ») ;
- des éventuelles **pensions alimentaires, prestations complémentaires** et/ou **rentes et prestations des assurances sociales** ;
- des **frais d'entretien de la famille** (impôts, frais de logement, forfaits d'entretien, forfait pour autres frais et éventuels frais particuliers).

Le solde disponible est pris en compte à 75 % et divisé par le nombre d'enfant en formation dans la famille.

Pour les plus de 25 ans, seuls 15 % du solde disponible des parents est pris en compte.

Pour les personnes mariées et/ou avec des enfants, seuls 10 % du solde disponible des parents est retenu.

Comment déposer une demande ?

Pour obtenir un subside de formation, il convient, dans les délais prescrits, de déposer auprès de la Section des bourses une demande signée, accompagnée des justificatifs requis.

BOURSE ET CONTRIBUTION CANTONALE



Dès le 1^{er} août 2020, les demandes doivent être déposées via le nouveau formulaire en ligne sur le **Guichet virtuel de la République et Canton du Jura**, onglet Formation/Enseignement, accessible en créant un compte personnel.

La **page de signatures** – à imprimer depuis le Guichet virtuel – doit impérativement être signée par le requérant, ses deux parents, ainsi que les éventuel(le)s nouveaux/elles conjoints et conjointes des parents. Elle doit être transmise par courrier postal ou déposée à nos bureaux.

La demande doit être renouvelée chaque année, même si la demande précédente n'est pas encore traitée.

PRÊTS REMBOURSABLES, RECONVERSION PROFESSIONNELLE ET DEUXIÈME FORMATION

Pour les demandes de prêts remboursables, ainsi que pour les demandes relatives à une reconversion professionnelle ou à une deuxième formation, il est nécessaire de se renseigner au préalable auprès de la Section des bourses.

DÉLAI DE DÉPÔT

Les demandes doivent être déposées au plus tard :



- le **31 janvier 2021** pour les formations débutant entre août et novembre 2020;
- le **30 avril 2021** pour les formations débutant en janvier ou février 2021;
- le **dernier jour du stage** pour les stages linguistiques.

Le délai de dépôt de la demande doit être respecté même si les taxations fiscales déterminantes ne sont pas encore disponibles.

RÉDUCTION/SUPPRESSION DU SUBSIDE

En cas de dépôt tardif, une réduction du subside est appliquée : le subside est dû uniquement pour la durée de formation restante jusqu'à la fin de l'année scolaire.

TRAITEMENT DE LA DEMANDE

La demande de bourse étant en principe traitée seulement lorsque les taxations de référence (taxation 2019 du requérant et de ses parents pour l'année de formation 2020-2021) sont disponibles, il est important que les déclarations fiscales soient déposées dans les délais fixés par l'autorité fiscale afin d'augmenter les chances d'obtenir rapidement la décision de taxation et, par conséquent, la décision de subsides.

Pour chaque année scolaire, les demandes de bourse sont traitées dans leur ordre d'arrivée.

Chaque demande fait l'objet d'une décision écrite communiquée au requérant.

Autres fonds et contributions de formation

Dans les cas où la personne en formation ne remplit pas les conditions pour obtenir un subside de formation cantonal ou que celui-ci ne suffit pas à couvrir ses dépenses, il existe d'autres aides possibles, notamment les bourses communales et les fondations privées ou publiques.

COMMUNES

Certaines communes jurassiennes accordent des subsides de formation en complément à une bourse cantonale. Afin d'obtenir des renseignements à ce propos, il convient de s'adresser directement au secrétariat communal de sa commune de domicile.

FONDATIONS PRIVÉES OU PUBLIQUES

Il existe également des fonds privés au niveau cantonal ou national qui interviennent à la place ou en complément à une bourse cantonale. Il est nécessaire de s'adresser directement et individuellement à ces différents organismes pour obtenir plus de renseignements sur les conditions à remplir.

Certains liens sont disponibles sur notre site Internet, rubrique [Autres fonds et contributions](#).

CONTRIBUTION FÉDÉRALE POUR LES BREVETS FÉDÉRAUX ET LES DIPLÔMES FÉDÉRAUX

Depuis janvier 2018, les personnes ayant suivi des cours préparatoires aux examens professionnels fédéraux et aux examens professionnels supérieurs fédéraux bénéficient d'un soutien financier de la part de la Confédération. Ces personnes peuvent soumettre une demande en conséquence directement auprès du Secrétariat d'État à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI).

Toutes les informations nécessaires sont disponibles sur le site Internet du [SEFRI](#).

Contact

Section des bourses

2, rue du 24-Septembre
2800 Delémont

+41 32 420 54 40

bourses@jura.ch

Cheffe de section

Fanny Franc

Heures d'ouverture – Guichet

Lundi au vendredi : 9h - 11h et 14h - 16h
ou sur rendez-vous.

Permanence téléphonique

Lundi au vendredi : 9h - 11h et 14h - 16h

